ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 30 août 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant réglementation des stands de tir utilisés pour la formation et l'entraînement au tir avec des armes à feu", a donné le 2 octobre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 30 augustus 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de schietstanden gebruikt voor de opleiding en training in vuurwapens", heeft op 2 oktober 1991 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Compte tenu de l’article 13 du projet, il y a lieu d’insérer un alinéa 2 rédigé comme suit :

"Vu l’arrêté royal du 17 décembre 1990 relatif à la formation du personnel des entreprises de gardiennage et des services internes de gardiennage et à l’agrément des organismes de formation, notamment l’article 12;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

La définition du stand de tir est donnée dans l’article 8, § 2, alinéa 6, de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.

La règle selon laquelle un stand de tir doit être installé dans un bâtiment ou dans une partie de bâtiment, peut être introduite dans l’article 2 du projet comme il sera proposé ci-après.

Dès lors, l’article 1er est superflu et doit donc être omis.

En conséquence, la numérotation des articles ainsi que les renvois figurant dans le texte du projet doivent être adaptés.

Article 2 (devenant l'article 1er).

Paragraphe 1er.

1. Il est proposé de rédiger la phrase introductive comme suit :

"§ 1er. Un stand de tir est un bâtiment ou une partie de bâtiment qui se compose au moins des locaux suivants :".

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au 1°, dernière phrase, il y a une discordance entre le texte français, qui utilise les mots "stand de tir", et le texte néerlandais, où figure le mot "schietbaan".

Pour résoudre cette discordance, la rédaction suivante est proposée, qui est, d'ailleurs, plus conforme aux règles de la légistique :

"1° le local de tir : le local où l'on tire effectivement, qui comporte au moins trois couloirs de tir, et qui est conçu et aménagé de telle manière qu'aucun projectile qui y est tiré ne puisse quitter ce local;".

3. L’alinéa 2 du paragraphe 1er ainsi que le paragraphe 1er de l’article 3 fixent non des conditions d’agréation des stands de tir mais des conditions d’accessibilité à ceux-ci.

Ces textes doivent être fusionnés pour former un article distinct qui figurerait après l’article 6 (devenant 5) et qui serait rédigé comme suit :

"Article 6.-

Les stands de tir ne sont pas accessibles aux personnes :

1° qui n’ont pas seize ans accomplis;

2° qui ont été condamnées, même avec sursis, à un emprisonnement de six mois ... (la suite comme au paragraphe 1er, 1°, de l’article 3 du projet);

3° qui ont été condamnées, à l’étranger, pour des fautes similaires ... (la suite comme au paragraphe 1er, 2°, de l’article 3 du projet).

Les locaux visés à l’article 1er, § 1er, ne sont accessibles qu’aux membres d’une association ... (la suite comme à l’article 2, § 1er, alinéa 2, du projet).

Les locaux visés à l’article 1er, § 2, sont également accessibles à d’autres personnes".

Paragraphe 2.

1. En conséquence de l'observation formulée au sujet du paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu de supprimer les mots "accessibles à des personnes autres que celles mentionnées au paragraphe 1er, alinéa 2".

2. Conformément à la suggestion faite au sujet du paragraphe 1er, 1°, il faut remplacer les mots "au stand de tir proprement dit" par les mots "au local de tir".

Une observation analogue vaut pour le paragraphe 3 ("Le local de tir" au lieu de "Les stands de tir").

3. Le début de la deuxième phrase serait mieux rédigé comme suit :

"Ces locaux doivent toutefois être séparés de ceux mentionnés au paragraphe 1er par des portes ... (la suite comme au projet)".

Article 3 (devenant l'article 2).

1. Pour le paragraphe 1er, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée au sujet de l'article 2 (devenant 1er), § 1er, alinéa 2.

2. Le paragraphe 2 devient évidemment l'alinéa unique.

Il faut écrire : "dans les limites légales" au lieu de "dans les limites du cadre légal".

Article 4.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 4).

1. Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° prévoir la délimitation nette des lignes de tir ainsi que de la place réservée aux tireurs sur les lignes de tir".

2. Le 5° serait mieux rédigé comme suit :

"5° prévoir le blindage ou la protection face à la direction du tir des appareils et des conduites électriques".

3. Le 6° serait mieux rédigé comme suit :

"6° prévoir un revêtement des parois, planchers et plafonds qui ... (la suite comme au projet, en mettant toutefois les verbes au singulier)".

*

L'article 6 devient l'article 5 et un nouvel article 6 relatif aux conditions d'accessibilité doit être inséré, comme il est proposé ci-dessus dans les observations relatives à l'article 2, § 1er.

Article 7.

1. A l'alinéa 1er, il convient de remplacer les mots "doit établir" par le mot "établit".

En effet, un texte réglementaire est toujours obligatoire. Les mots "doit" et "doivent" sont redondants. L'emploi de l'indicatif présent suffit.

Une observation analogue vaut pour la phrase introductive de l'article 8 ("constitue" au lieu de "doit constituer").

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 1°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 5°, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. L'alinéa 1er, 7°, serait mieux rédigé comme suit :

"7° les mesures à prendre en cas d'incendie, d'incidents de tir ou d'autre calamité;".

5. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 9°, devrait être rédigé en ternant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Les subdivisions de l'alinéa 1er doivent être introduites par 1°, 2°, 3° ... au lieu de l'être par des tirets.

La même observation vaut pour l'article 10, § 1er et § 3, alinéa 2.

2. Au 1°, mieux vaut écrire "visé à l'article 7", plutôt que "tel que prévu à ...".

3. Au 2°, il faut remplacer les mots "stand de tir" par "local de tir".

En outre, la fin du même 2° serait mieux rédigée comme suit : "... accompagné d'une liste de présence mentionnant les noms des personnes qui ont eu effectivement accès à ces locaux;".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Au paragraphe 2, la phrase commençant par les mots "Dans un délai ..." devrait constituer un alinéa distinct.

En outre, suivant les explications fournies par le délégué du Ministre, le délai de soixante jours est un délai d'ordre. Il y a lieu dès lors d'omettre le mot "maximum".

Article 10.

Paragraphe 1er.

Le texte néerlandais de la phrase liminaire devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au quatrième tiret, devenant 4°, il faut écrire :

"4° une association de tir faisant partie d'une fédération sportive reconnue".

Paragraphe 2.

Mieux vaudrait écrire : "Les fonctionnaires chargés du contrôle par l'article 16 ... ont, à tout moment".

En outre les mots "accessibles aux personnes habilitées" sont superflus et doivent être omis.

Paragraphe 3.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

1. L’alinéa 1er doit faire l’objet d’un article distinct qui doit être inséré avant l’exécutoire.

2. A l’alinéa 2 et à l’alinéa 3, les mots "dont question" doivent être remplacés par les mots "visée à l’article 9" (alinéa 2) et "visé à l’article 7" et "visé à l’article 8" (alinéa 3).

Article 13.

Le paragraphe 5, alinéa 1er, du texte en projet serait mieux rédigé comme suit :

"§ 5. La formation et l’entraînement au tir avec des armes à feu portent tant sur l’utilisation des armes que sur l’appréciation des circonstances dans lesquelles il doit y être recouru.

La formation et l’entraînement ... (la suite comme au projet, sauf à remplacer les mots "telles que prévues" par le mot "visées")".

AANHEF.

Gelet op artikel 13 van het ontwerp, dient een tweede lid te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 1990 betreffende de opleiding van het personeel van de bewakingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten en betreffende de erkenning van de opleidingsinstellingen, inzonderheid op artikel 12;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

De definitie van een schietstand wordt gegeven in artikel 8, § 2, zesde lid, van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.

Het voorschrift volgens hetwelk een schietstand moet worden ondergebracht in een gebouw of een gedeelte van een gebouw, kan in artikel 2 van het ontwerp worden ingevoegd zoals hierna wordt voorgesteld.

Bijgevolg moet artikel 1 als overbodig vervallen.

Daaruit volgt dat de nummering van de artikelen, alsook de verwijzingen in de tekst van het ontwerp moeten worden aangepast.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Paragraaf 1.

1. Voorgesteld wordt de inleidende volzin te redigeren als volgt :

"§ 1. Een schietstand is een gebouw of een gedeelte van een gebouw dat ten minste uit de volgende ruimten bestaat :".

In de Nederlandse tekst van het ontwerp dient overal het woord "lokaal" te worden vervangen door het woord "ruimte".

2. In de bepaling onder 1°, laatste zin, is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst, waar het woord "schietbaan" staat en de Franse tekst, waarin de woorden "stand de tir" worden gebruikt.

Om dat gebrek aan overeenstemming weg te werken, wordt de volgende redactie voorgesteld, die overigens meer conform de voorschriften van de wetgevingstechniek is :

"1° de schietruimte : de ruimte waar effectief geschoten wordt, die ten minste uit drie schietgangen bestaat en die zodanig is opgevat en ingericht dat geen enkel projectiel dat erin afgevuurd wordt, de ruimte kan verlaten;".

3. Het tweede lid van paragraaf 1 en paragraaf 1 van artikel 3 stellen geen voorwaarden voor de erkenning van de schietstands maar voorwaarden voor de toegang tot die stands.

Die teksten moeten worden samengevoegd in een afzonderlijk artikel dat na artikel 6 (dat 5 wordt) kan staan en kan zijn geredigeerd als volgt :

"Artikel 6.-

De schietstands zijn niet toegankelijk voor personen :

1° die geen volle zestien jaar oud zijn;

2° die veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, tot een gevangenisstraf van ten minste zes maanden wegens strafbare feiten bepaald in het Strafwetboek ... (voorts zoals in paragraaf 1, 1°, van artikel 3 van het ontwerp);

3° die wegens soortgelijke feiten ... (voorts zoals in paragraaf 1, 2°, van artikel 3 van het ontwerp).

De in artikel 1, § 1, bedoelde ruimten zijn slechts toegankelijk voor de leden van een erkende schuttersvereniging, de leden van een bewakingsonderneming of een interne bewakingsdienst en de politieambtenaren die er een opleiding of een training volgen.

De in artikel 1, § 2, bedoelde ruimten zijn ook toegankelijk voor andere personen".

Paragraaf 2.

1. Als gevolg van de opmerking die is gemaakt bij paragraaf 1, tweede lid, dienen de woorden "die toegankelijk

zijn voor andere personen dan deze vermeld in § 1, tweede lid" te vervallen.

2. Overeenkomstig het voorstel dat is gedaan voor paragraaf 1, 1°, moeten de woorden "Aan de eigenlijke schietstand" worden vervangen door de woorden "Aan de schietruimte".

Een analoge opmerking geldt voor paragraaf 3 ("De schietruimte" in plaats van "De schietbanen").

3. Het begin van de tweede zin zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Die ruimten moeten evenwel van de in paragraaf 1 vermelde ruimten gescheiden zijn met deuren ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

1. Voor paragraaf 1 wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt bij artikel 2 (dat 1 wordt), § 1, tweede lid.

2. Paragraaf 2 wordt uiteraard het enige lid.

Men schrijve "binnen de wettelijke perken" in plaats van "binnen het wettelijk kader".

Artikel 4.

Aan het slot van 5° dient te worden geschreven :

"... niet op een uitgang uitkomen een goed leesbaar opschrift "geen uitgang ("sans issue") of een gelijkwaardig pictogram dragen;".

In 6° schrijve men : "... conform de norm ... ingeschakeld blijft;".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

1. De bepaling onder 3° zou beter worden geredigeerd als volgt :

"3° ervoor zorgen dat de vuurlijnen en de voor de schutters bestemde plaats op de vuurlijnen goed afgebakend zijn;".

2. De bepaling onder 5° zou beter worden geredigeerd als volgt :

"5° ervoor zorgen dat de elektrische apparaten en leidingen afgeschermd of beschermd zijn in de schietrichting".

3. De bepaling onder 6° zou beter worden geredigeerd als volgt :

"6° de wanden, vloeren en zolderingen zodanig bekleden dat ... (voorts zoals in het ontwerp);".

*

Artikel 6 wordt artikel 5 en een nieuw artikel 6 betreffende de voorwaarden voor de toegang moet worden ingevoegd, zoals hierboven wordt voorgesteld in de opmerkingen bij artikel 2, § 1.

Artikel 7.

1. In het eerste lid moeten de woorden "dient ... op te stellen" worden vervangen door de woorden "stelt ... op".

Een verordeningstekst is immers altijd verplicht. De woorden "moet" en "moeten" zijn overbodig. Het gebruik van de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs volstaat.

Een analoge opmerking geldt voor de inleidende zin van artikel 8 ("stelt ... samen" in plaats van "dient ... samen te stellen").

Het zou beter zijn het woord "uitbater" te vervangen door het woord "exploitant". Dezelfde opmerking geldt voor de overige artikelen waar dat woord wordt gebruikt.

2. In het eerste lid, 1°, schrijve men :

"1° de genomen maatregelen met betrekking tot het preventieve onderhoud van de respectieve inrichtingen :".

3. In hetzelfde lid, 5°, schrijve men :

"5° het aanstellen van een verantwoordelijk persoon naar aanleiding van elke schietoefening".

4. Het eerste lid, 7°, zou beter worden geredigeerd als volgt :

"7° de te nemen maatregelen bij brand, schietincidenten of ander onheil;".

5. In het eerste lid, 9°, schrijve men "schiettechnieken" in plaats van "schoottechnieken".

Artikel 8.

1. De indelingen van het eerste lid moeten worden ingeleid door 1°, 2°, 3° ... in plaats van door streepjes.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 10, § 1 en § 3, tweede lid.

2. In de bepaling onder 1° zou het beter zijn te schrijven "bedoeld in artikel 7" in plaats van "zoals bepaald in ...".

3. In de bepaling onder 2° moet het woord "schietstand" worden vervangen door "schietruimte".

Bovendien zou het beter zijn het slot van diezelfde bepaling onder 2° te redigeren als volgt : "..., met daarbij een aanwezigheidslijst met de namen van de personen die daadwerkelijk toegang gehad hebben tot die ruimten;".

In het tweede lid schrijve men "overgelegd" in plaats van "voorgelegd".

Artikel 9.

In paragraaf 2 zou de zin die begint met de woorden "De provinciegouverneur neemt ..." een afzonderlijk lid moeten vormen.

Bovendien is de termijn van zestig dagen volgens de uitleg van de gemachtigde van de minister een niet dwingende termijn. Het woord "maximaal" moet dan ook vervallen.

Artikel 10.

Paragraaf 1.

In de inleidende volzin schrijve men "organiseren" in plaats van "inrichten".

Na het vierde streepje, dat 4° wordt, schrijve men :

"4° een schuttersvereniging die deel uitmaakt van een erkende sportbond".

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn te schrijven : "De ambtenaren die met het toezicht worden belast door artikel 16 ..., hebben te allen tijde ...".

Bovendien moeten de woorden "voor de gemachtigde personen toegankelijke" als overbodig vervallen.

Paragraaf 3.

Het tweede lid zou aldus gesteld moeten worden :

"Indien uit dit verslag ... kan de gouverneur :

1° de exploitant ... opleggen waarbinnen ... voldaan te worden;

2° de vergunning tijdelijk intrekken;

3° de vergunning definitief intrekken".

Artikel 12.

1. Het eerste lid moet een afzonderlijk artikel worden dat moet worden ingevoegd vóór de uitvoeringsbepaling.

2. In het tweede en het derde lid moeten de woorden "waarvan sprake" worden vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 9" (tweede lid) en "bedoeld in artikel 7" (derde lid).

Artikel 13.

Paragraaf 5, eerste lid, van de ontworpen tekst zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 5. De opleiding en de training voor het schieten met vuurwapens hebben zowel betrekking op het ge-

bruik van de wapens als op de beoordeling van de omstandigheden waarin ze moeten worden gebruikt".

De opleiding en de training ... geschiedt uitsluitend (voorts zoals in het ontwerp, behalve dat de woorden "zoals bepaald" moeten worden vervangen door het woord "bedoeld".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.